

UN CAFÉ, L'ADDITION !

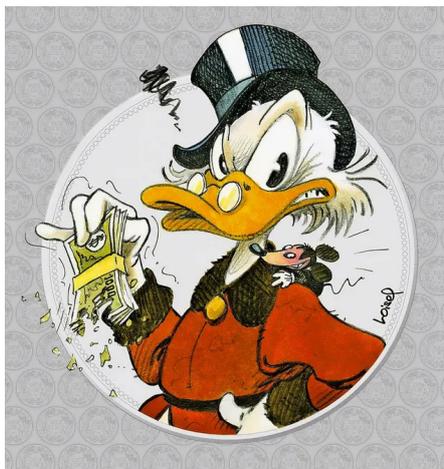
Le café en terrasse, la barquette de fraise sans oublier le plein d'essence, tout augmente. Les prix grimpent en flèche et l'on a des sueurs froides chaque fois que l'on passe à la caisse.

Depuis des mois, il est au cœur de toutes les conversations. Il obsède les dirigeants de la planète. Le nouvel ennemi numéro 1 de l'ordre économique mondial porte un nom, INFLATION.

CCOVID, guerre russo-ukrainienne et leurs corolaires, désorganisation des chaînes logistiques, sanctions états-uniennes et européennes envers la Russie, ainsi que la crise climatique seraient les raisons de cette hausse historique des prix. Cette analyse à l'emporte-pièce passe sous silence une autre cause : la spéculation. Une bande de vautours a flairé la bonne affaire. Ils ont acheté à bon compte et stocké minerais, céréales, produits semi-manufacturés et alimentaires. Maintenant, ils attendent. Un exemple. L'Organisation des pays exportateurs de pétrole pourrait augmenter la production de barils afin de détendre la pression sur le coût de l'énergie. Mais elle n'en fait rien, restant fidèle au dogme économique : tout ce qui est rare est cher !

Il y a toujours eu de l'inflation en France. Elle est mesurée chaque année depuis 1914. L'augmentation des salaires était même indexée sur son niveau, avant qu'un certain François MITTERAND le supprime en

1982. Il n'était pas rare de voir, à la sortie des Trente Glorieuses, une inflation à deux chiffres. Alors pourquoi tant d'inquiétude ? Simplement parce que Baltazar PICSOU, rentier et créancier de son état, voit la valeur de son épargne s'éroder et que les grands experts, prix Nobel et commentateurs peinent à proposer des remèdes moins terribles que le mal lui-même. Ainsi, ils réappliquent de vieilles solutions déjà éprouvées comme



la hausse des taux d'intérêt à court terme. Le crédit sera plus cher et ralentira l'activité dans ce moment de surrégime de l'économie. Ce remède monétariste a fait ses preuves. Entre 1980 et 1983, la moyenne annuelle de l'indice des prix à la consommation a chuté de 13.6% à 3.2%. Mais avec des conséquences encore perceptibles de nos jours, arrêt des investissements, faillite en cascade, envol du chômage et récession sévère imposée à la population. **Vive la Crise !**

D'autres voient dans cette accélération de l'inflation, le spectre de la spirale « prix salaire ». La hausse des prix incitant les salariés à demander des augmentations de salaires conduisant les entreprises à augmenter leurs prix pour maintenir leurs marges. Pour endiguer ce vortex, les commentateurs libéraux en appellent à plus de mondialisation et plus de libre-échange. En effet, ils renouent avec un vieux principe qui veut que la concurrence mondiale baisse les salaires et que l'importation de produit bon marché diminue les prix. Mais, si dans certains secteurs la pénurie de main-d'œuvre a facilité la hausse des salaires, elle est automatiquement corrigée par l'inflation. Pas de quoi voir

là-dedans une quelconque poussée de fièvre inflationniste. Leur seul objectif est le renforcement du Marché sans contrôle du peuple, tant et si bien que cela nous conduit un peu plus vite dans le mur climatique. **On est plus à une connerie près !**

Enfin, certains font remarquer que ni les salaires ni l'excès de dépenses publiques ne sont à l'origine de cette poussée inflationniste ; mais bien les géants économiques en situation d'oligopole. Une situation de concurrence inexistante qui leur offre suffisamment de pouvoir pour augmenter les prix et accroître leurs

profits à leurs guises, ce qui favorise l'inflation. Ils ne se sont pas privés. Les deux tiers des entreprises américaines cotées en bourse ont enregistré des profits plus élevés pendant la pandémie qu'avant. L'augmentation des taux de marges pour les multinationales états-uniennes représente 54% de l'inflation contre 38% pour les matières premières et seulement 8% pour les salaires.

Cette nouvelle crise fissure un peu plus une orthodoxie économique qui veut que l'économie pilote la politique. La menace d'un effondrement

globale exige un principe opposé : **le pilotage politique de l'économie.**

Draquer l'inflation dans un discours technique ne ca-

chera pas la réalité. 260 millions de personnes dans le monde sont menacées d'extrême pauvreté. En parallèle, 573 nouveaux milliardaires ont émergé de la crise COVID. Il y a donc une inflation des inégalités. Il est urgent de repenser notre façon de penser la répartition de la richesse. En commençant par indexer tous les salaires sur l'inflation et par une revalorisation notoire du salaire minimal■

"Il y a surtout une inflation des inégalités !"

ET CHEZ RENAULT ?

Lors d'une visite à l'usine du Mans, le directeur des ressources humaines répond aux salariés qui lui demandaient l'ouverture de négociations salariales : N'attendez rien cette année. Fermez le ban !

ET pourtant le groupe, Renault et ses filiales drainent toujours autant de fonds publics. L'ensemble des aides publiques et parapubliques représentent pour l'année 2021 la modeste somme de 226,8 millions d'euros. Si l'état a subventionné nos salaires durant le chômage partiel en 2021 à hauteur de 59,8 millions d'euros. La palme revient au Crédit Impôt Recherche. Il représente plus de la moitié des aides, soit 136,6 millions d'euros. Un comble pour une entreprise qui supprime des postes dans la recherche et développement■